

DÉFI DE LA ROBOTISATION :

la Belgique n'est pas Prête !

La dernière
HUMEUR

Pour expliquer le chômage persistant ainsi que les plans sociaux, on a coutume de mettre en avant le "coût du travail" trop élevé en Belgique.

Ce n'est pas faux. Mais il y a une autre explication. Depuis plusieurs décennies, l'automatisation du travail tue des emplois à la pelle. Cela se passe sans bruit, sans gros titre à la TV et sans manifestations syndicales.

Où sont passés les receveurs de tramways, les pompistes, les livreurs de journaux, les

photographes de quartier, peut-être bientôt les caissières des supermarchés?

Ils ont été engloutis au nom du progrès technologique. Pareil pour la banque en ligne qui a entraîné la fermeture des agences de quartier ou les

UN TUEUR D'EMPLOIS EN SÉRIE QUI AGIT EN SILENCE

achats sur Internet qui concurrencent à la fois la Poste et les petits commerçants.

On peut ajouter les guichetiers de gare, les employés de bureaux, les sténo-dactylos qui travaillaient par dizaines dans les grandes sociétés des

années 60.

Chaque fois, on met en avant le gain de temps et d'efficacité que cela représente pour les consommateurs que nous sommes devenus.

Et c'est vrai qu'il est plus rapide de scanner ses achats à la caisse automatique de son supermarché que de subir les queues interminables.

Néanmoins, le coût social est important surtout qu'il s'agissait souvent de boulots peu

qualifiés et qu'on imagine mal Gaston Lagaffe se recycler en Jeff Bezos.

Et le pire reste à venir !

PAR GÉRY DE MAET

SONDAGE EXPRESS

Avez-vous peur qu'un robot occupe votre job un jour ?

OUI > 39,4 %

NON > 53,9 %

PAS D'AVIS > 6,7 %

1.974 votes

Votez pour le sondage du jour sur DH.be

▶ Alors qu'entre 30 et 50 % des emplois disparaîtront ou se transformeront, pouvoirs publics et privés pourraient faire plus

▶ En 2016, les ventes mondiales de robots ont augmenté de 16 % pour atteindre 294.312 unités. Un chiffre en augmentation permanente et principalement observé dans l'industrie électronique (41%). Une année plus tôt, l'intensité robotique (le nombre de robots utilisés par 10.000 employés dans le pays) s'élevait à 169 en Belgique, alors que l'Allemagne, la France, les Pays-Bas enregistraient respectivement des intensités de 301, 127 et 120. Alors que l'automatisation et la robotisation bouleverseront à terme le marché de l'emploi, les questions restent plus nombreuses que les réponses.

LA DIGITALISATION RÉSULTE de la combinaison de trois facteurs : le développement d'Internet, les Big Data et leur exploitation, et les appareils mobiles tels que les smartphones qui permettent un contact immédiat entre personnes, où qu'elles soient et à

tout moment. La robotisation, c'est la mise en place de robots pour effectuer à la place du travailleur des tâches répétitives. À eux deux, ces phénomènes qui sont intrinsèquement liés inquiètent certains autant qu'ils ravissent les autres.

Leur montée en puissance pourrait faire disparaître 800 millions d'emplois dans le monde d'ici 2030, estimait en novembre dernier une étude McKinsey. La robotisation menace près de la moitié de l'emploi wallon d'ici vingt à trente ans, évaluait, de son côté, en juin dernier, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps). Des chiffres effrayants, même si contestés par certains experts et ne tenant pas compte des nouveaux types de métiers.

Quelques prévisions font généralement consensus: le nombre d'emplois créés ne compensera pas ceux qui sont détruits, les emplois pour les personnes les moins qualifiées vont continuer à baisser, les questions de la réduction du temps de travail et du droit à la déconnexion se reposeront avec de plus en plus d'insistance, et la fragmentation accélérée du marché du travail met en danger le financement de la sécurité sociale.

Deliveroo, Uber et Airbnb sont trois exemples de l'impact de la digitalisation sur le marché de l'emploi belge. Trois entreprises emblématiques dont les questions liées à l'arrivée dans notre pays n'ont pas encore été résolues, la question des droits des livreurs à vélo de la première n'ayant pas été jusqu'ici réglée de manière satisfai-

sante, tandis que le plan Taxi bruxellois censé réglementer les activités de la seconde bloque au niveau politique. Dans le secteur bancaire, le nombre d'agences a pour sa part déjà diminué de 50,8% ces quinze dernières années.

Parmi les secteurs dont les emplois risquent d'être le plus impactés d'ici vingt ans selon l'Iweps, se trouvent les employés administratifs (93%), les agriculteurs (76%) et les ouvriers d'assemblage (69%). De l'autre côté de la chaîne, les managers (13%) et les professions intellectuelles, scientifiques et artistiques (14%) peuvent davantage garder le sourire. Tous les métiers liés à la personne, comme les enseignants, les médecins et les artistes sont en effet plus difficilement remplaçables.

Pour Vincent Calay, chargé de projet à l'Iweps, il ne faut pas croire les études prédisant une catastrophe absolue en termes de suppression d'emploi. "C'est un épouvantail. Au niveau wallon, le Plan Marshall 4.0 doit permettre à la Wallonie de faire face aux changements. La formation sera plus que jamais importante." Du côté du ministre de l'Économie Kris Peeters (CD&V), on se veut également optimiste. "Les investissements en robots peuvent conduire à la relocalisation, de sorte que les activités déplacées vers des pays à bas salaires peuvent revenir en Belgique."

RESTE QU'EMPLOYEURS comme représentants syndicaux sont d'accord sur un point: la digitalisation et la robotisation sont des enjeux majeurs pour le marché de l'emploi belge. Un défi qui comporte des opportunités, mais aussi de nombreux défis à relever.

Julien Thomas



RÉACTION

Marc Lambotte
CEO DE LA FÉDÉRATION
TECHNOLOGIQUE AGORIA

**"C'est une
opportunité"**

"La robotisation est certainement une opportunité, mais en même temps un

défi pour le marché de l'emploi. Ce dont nous sommes sûrs, c'est que nous allons à la fin avoir beaucoup plus d'emplois plutôt que moins d'emplois, mais il y a un grand défi: les emplois qu'on va avoir dans le futur ne seront pas les mêmes que ceux que nous avons aujourd'hui. Cela veut dire que les gens qui ont un emploi aujourd'hui vont devoir évoluer, les entreprises vont devoir évoluer. Il y aura un changement."

XPRESSO

Marie-Hélène Ska
Secrétaire générale
de la CSC

“Les travailleurs doivent rester aux manettes”

1 La robotisation : un défi ou une source d'inquiétude ?

“L'important est que ce soient les travailleurs qui décident de ce qu'il faut faire de ces nouveaux modes de communication et production. Comment est-ce qu'on fait pour

garantir une protection, une sécurité, un revenu ou encore une mesure du temps de travail ? Que ce soit avec l'arrivée du train et de l'électricité hier, et demain, de la digitalisation.”

2 Selon certains experts, la digitalisation n'a rien à voir avec l'arrivée du train...

“Le problème est que la digitalisation est devenue un mot-valise. Il y a des ruptures réelles comme par exemple Uber et Deliveroo. Ce n'est jamais que de la livraison de repas ou de personnes, mais en même temps c'est une vraie rupture parce que le territoire n'a plus beaucoup d'importance. On s'affranchit de toutes les règles. Que ce soit des règles de rémunération, d'accidents du travail, de la mesure

du temps. Il y a aussi plein d'autres métiers qui ne seront pas supprimés mais dont la nature va être transformée. Des infirmières, on en aura toujours besoin. Le travailleur qui produit de la valeur doit en tout cas pouvoir en retirer un revenu.”

3 La question du temps de travail est reposée ?

“Tout à fait. La tentative des Deliveroo, Uber et autres est de dire : peu importe le temps que vous consacrez à l'activité, ce qui compte, c'est le revenu que vous voulez en tirer. En fonction de ça, vous travaillez plus ou moins. Pour nous c'est très important : cette digitalisation doit être encadrée au niveau du temps de travail.”

“Pas avoir un discours catastrophiste”

MR “La robotisation n'est pas la première mutation technologique ou sociétale que le marché de l'emploi subira. La mécanisation des 18^e et 19^e siècles, le fordisme, l'informatisation, l'apparition d'Internet il y

a 20 bonnes années : à chaque fois, le marché de l'emploi s'est adapté. Nous ne devons pas avoir un discours catastrophiste comme certains partis de gauche. Certaines conséquences positives peuvent même déjà être entrevues : Adidas a

ouvert pour la première fois une usine en Allemagne 20 ans après être parti de ce pays et ce grâce aux facilités apportées par la robotisation. Le défi sera

bien plus présent dans les questions d'enseignement et de

formation que dans la politique de l'emploi en tant que telle. Le réel danger serait de ne rien faire ou pire, de combattre cette évolution. La formation de base et celle tout au long de la carrière sont la clé de l'adaptation”, explique le député Gilles Foret.



“Il y a la question du temps de travail”

PS “Comme tout progrès potentiel, cela doit être envisagé sous les aspects du progrès pur et également des effets pervers que cela peut engendrer. Cela peut avoir une plus-value en matière de travail pénible remplacé par des robots.

Cela peut avoir comme avantage de simplifier les contacts entre les citoyens et les institutions parce qu'on met en place des plateformes numériques qui permettent de faciliter l'expérience citoyenne. Mais en même temps, le robot peut

remplacer toute une série d'emplois qui étaient peu ou pas qualifiés. La difficulté de cela, c'est: qu'est-ce qu'on fait en attendant l'émergence d'emplois

nouveaux ? Je suis assez prudent et réservé. Je me dis en tout cas qu'on a l'opportunité

de construire une société beaucoup plus harmonieuse. Il y a de grands défis en termes d'enseignement et de formation. Je pense que cela reposera aussi la question du temps de travail”, explique le député Christophe Lacroix.

“Il faut une réflexion sur le statut des travailleurs”

ECOLO “Les innovations économiques et technologiques représentent une opportunité, à condition qu'elles créent une plus-value pour l'ensemble de la société. L'humain doit rester maître de la technologie et la guider afin d'en retirer le maximum au bénéfice du bien-être collectif. C'est un énorme défi

pour le marché de l'emploi et pour le financement de notre sécurité sociale. À court terme, de nombreux emplois risquent d'être perdus dans certains secteurs et, dans un deuxième temps, d'autres types d'emplois vont se créer, qui nous sont en partie inconnus aujourd'hui. Par ailleurs, une réflexion profonde

sur les statuts (salarié, indépendant et indépendant complémentaire) devra être mise sur pied afin de faciliter les transitions et les changements de carrière. Il faut adapter notre appareil législatif. Un

groupe de travail vient d'ailleurs d'être créé à la Chambre, sur base d'une proposition Ecolo-Groen,

afin de remettre des recommandations concernant les impacts en matière d'emplois et de politiques sociale, fiscale et environnementale. Les priorités politiques à court terme se trouvent entre autres dans la formation et le statut des travailleurs”, explique le député Gilles Vandenberghe.

“C’est d’abord la solution à beaucoup de problèmes”

CDH “La robotisation est en quelque sorte inévitable et pose en tout cas la question de l’adaptation des règles de droit du travail et de la protection sociale (en ce compris son financement) à ces nouvelles réalités. Mais c’est d’abord la solution à beaucoup de problèmes. On le voit dans l’industrie, mais aussi dans l’agriculture ou les soins de santé où les robots sont complémentaires à l’homme et prennent en charge de nombreuses tâches qui auparavant étaient souvent pénibles ou répétitives. Si vous allez sur Google et que vous consultez la liste des anciens métiers, vous constaterez qu’il y en a énormément qui ont tota-



lement disparu. À l’inverse, rien que dans le secteur de l’informatique, par exemple, de nombreux métiers se sont créés au fil du temps (webmaster, designer, programmeur, etc.). C’est également le cas avec l’e-commerce qui a permis la création d’emplois dans la logistique, notamment. À mon sens, sur le long terme, de nouveaux emplois seront créés. La technologie et les choses à faire sont presque infinies et il y aura toujours de l’emploi. Le défi est d’assurer la transition entre les métiers qui disparaissent et ceux qui se créent. Le grand levier des pouvoirs publics est la formation”, explique le député Michel de Lamotte.